

Persécution des Rroms : dégageons les milices !

Le 7 juillet dernier, le camp de rroms établi à Haluchère, à Nantes, a été expulsé par un effectif exceptionnel de forces de l'ordre. Les familles délogées de ce campement avaient déjà été chassées, fin avril, de Saint-Herblain. Au cours de cette expulsion, des milices composées d'élu-e-s et de citoyen-ne-s d'Indre avaient filtré, sur critères racistes, les entrées aux abords de leur commune. Ils répondaient notamment à l'appel du maire. Ils et elles ont été jusqu'à monter la garde, trois jours durant, afin que les personnes refoulées ne puissent se réfugier à Indre.

Des milices composées d'élu-e-s et de citoyen-ne-s d'Indre ont filtré, sur critères racistes, les entrées aux abords de leur commune

Ces événements ont donné lieu à la mobilisation de militants et d'habitants d'Indre. Le 8 mai, une manifestaion de ces derniers a entraîné des représailles par ces mêmes milices. On a assisté à un véritable harcèlement des Rroms et de leurs soutiens, la liberté

d'expression a été bafouée et toute possibilité de solidarité gravement remise en cause. Le passage sous silence de ces actes par les médias est particulièrement éloquent. Après près d'une décennie d'expulsions à répétition, Nantes Métropole discute encore de la

pertinence d'un relogement durable des Rroms au niveau de l'agglomération. Pendant ce temps, les expulsions continuent à un rythme régulier avec un nombre de plus en plus important de forces de l'ordre, comme s'il s'agissait d'impressionner la

la liberté d'expression a été bafouée et toute possibilité de solidarité gravement remise en cause

communauté Rrom et le voisinage. Malgré les sommes allouées par l'Union Européenne à l'État français (1,7 milliards d'euros entre 2007 et 2014), dédiées spécifiquement aux Rroms, l'accès à l'eau, aux commodités de base (sanitaires), à des terrains stables, au ramassage des ordures, etc. leurs sont souvent refusés et constituent de fait un moyen de pression au service des pouvoirs publics. Ce sont ces situations d'extrême précarité qui servent de prétexte aux discriminations et aux persécutions dont les rroms sont victimes.

Les événements auxquels nous avons assisté sur Indre ne sont pas des cas isolés. Que ce soient les milices de la FDSEA du Tarn contre la ZAD du Testet ou les « groupements citoyens » de tout genre contre les rroms ou les migrant-e-s, sur l'ensemble du

Des situations d'extrême précarité servent de prétexte aux persécutions dont les Rroms sont victimes

territoire français, divers groupuscules aux comportements fascistes se (re)constituent, se renforcent, s'organisent et passent à l'acte au mépris des droits humains. Ces exactions sont encouragées par les discours et les agissements de politicien-ne-s de droite comme de gauche obsédé-e-s par la promotion du concept d'identité nationale et qui ne cessent de propager des idées xénophobes (notamment anti-rroms). Ces groupes profitent aussi d'un laxisme policier et judiciaire complice. Alors que des militants anti-aéroport peuvent faire des mois de prison ferme sur la simple foi de dossiers de RG, des individus peuvent séquestrer et lyncher un jeune rrom de 17 ans, le laisser pour mort sans être inquiétés (à Pierrefitte-sur-Seine en juin 2014), et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Dans un contexte de crise, les privilégiés détenant le pouvoir préfèrent encourager les populations les plus pauvres à s'entre-déchirer plutôt que de se voir remis en cause. La dérive



fascisante est donc un mécanisme intégré à ce système économique et politique. On l'a déjà vu à l'œuvre pendant l'entre-deux guerres, en Allemagne bien sûr, où les pogroms viseront très tôt les

Des groupuscules fascistes passent à l'acte au mépris des droits humains

communautés juive, homosexuelle et rrom (cette dernière accusée d'« insociabilité »), mais aussi en France, où l'activité des ligues d'extrême-droite aboutira à la tentative de coup d'État de février 1934 (rappelons que Philippe Pétain sera nommé ministre de la guerre dans un gouvernement d'« union nationale » suite à ces événements).



**Des conditions de vie dignes pour les Rroms !
Les milices et la xénophobie d'État ne passeront pas !
Liberté de circulation et d'installation !**